



## **Réponse au questionnaire de la CFE-CGC sur l'avenir du secteur de l'énergie en France et en Europe**

**Dans un monde énergétique en pleine mutation, la France doit pouvoir compter sur ses atouts. Tous les jours, les femmes et les hommes des industries électriques et gazières produisent l'énergie d'aujourd'hui et inventent les modèles de demain. Je les placerai au cœur de la lutte contre le réchauffement climatique, en tirant parti de leurs savoir-faire et de leurs talents. Le nucléaire, l'hydraulique, nos réseaux de gaz et d'électricité sont des atouts dans la construction de notre nouveau modèle énergétique. Profiter pleinement des opportunités de demain (stockage, numérique, énergies renouvelables) demande de s'appuyer sur les réalités d'aujourd'hui : voici la vision pragmatique que je mettrai en œuvre pour l'énergie.**

### **Une politique européenne au service de nos ambitions économiques et climatiques**

L'énergie doit continuer à jouer un rôle prépondérant dans la construction européenne. C'est elle qui a constitué les premières réalisations du projet européen. C'est elle qui a incarné la solidarité des nations européenne grâce au développement des réseaux. Elle doit continuer à être au cœur de l'Europe, qu'il s'agisse de lutte contre le réchauffement climatique ou de sécurité énergétique.

Ma première priorité pour l'énergie en Europe sera la lutte contre le réchauffement climatique. Un prix plancher du CO<sub>2</sub> à 30€/t sera mis en place en France et nous permettra d'aller porter un projet crédible de réforme du mécanisme de quotas auprès de nos partenaires européens.

Ma seconde priorité sera la sécurité énergétique. Disposer d'une énergie massivement décarbonée et disponible à tout instant n'est pas un acquis. Le marché de l'électricité doit offrir une meilleure rémunération aux producteurs d'électricité, dont les coûts ne sont parfois plus couverts. Dans le cadre des travaux européens relatifs au paquet « énergie propre », la France soutiendra les propositions visant à rénover les mécanismes de formation des prix.

### **Politique énergétique française : un changement qui s'appuie sur nos atouts**

#### **Un modèle de transition énergétique pragmatique et efficace**

L'effort à mener pour la décarbonation de nos économies est considérable. Pour être efficace, il doit être pragmatique et s'appuyer sur les forces de notre modèle actuel, déjà sobre en CO<sub>2</sub>.

Si EDF juge qu'il est économiquement rentable de prolonger la durée de vie de nos centrales nucléaires et si l'ASN estime que cela peut être fait en toute sûreté, j'y serai également favorable. Aucune centrale nucléaire ne sera fermée sur la seule injonction de l'Etat.

Les énergies renouvelables doivent aussi être développées de façon progressive et trouver leur place sur le marché, en privilégiant l'appel d'offres lorsqu'un soutien est nécessaire. Je veillerai à ce que leur développement s'accompagne de la création de filières industrielles françaises d'excellence, pourvoyeuses d'emploi. Il faudra également réunir les conditions nécessaires à l'éclosion des nouveaux modèles industriels de production et de consommation décentralisés qui s'appuient sur le numérique.

#### **Efficacité énergétique, transport et précarité**

Alors que le débat se focalise souvent sur l'électricité, le logement et les transports demeurent pourtant les principaux leviers pour engager une transition énergétique efficace. En matière de transport, je souhaite accélérer le déploiement du véhicule électrique. En matière de rénovation des logements, je souhaite que les dispositifs existants soient réévalués à l'aune de leur efficacité afin de remporter le défi de la rénovation des logements existants. Les dispositifs de rénovation devront être recentrés sur les ménages les plus précaires et sur les « passoires » énergétiques.

D'autre part, je généraliserai la formule du chèque-énergie en remplacement des tarifs sociaux de l'énergie.



## **Gouvernance des énergéticiens publics et modèle social**

### **Un Etat actionnaire responsable doté d'une vision stratégique**

L'Etat s'est longtemps montré un piètre actionnaire. Il a parfois privilégié ses intérêts budgétaires de court terme au détriment d'une vision industrielle de long terme. Cela doit cesser.

L'Etat doit également s'assurer que les grands énergéticiens publics aient les moyens des ambitions que leur assigne la transition énergétique, à l'heure où certaines infrastructures doivent être remplacées. Ce débat n'est pas réglé à ce jour.

Par ailleurs, l'Etat finalisera la restructuration de la filière nucléaire en cours pour la rendre de nouveau en position de jouer tout son rôle dans la transition énergétique.

### **Un modèle social respectueux de l'histoire du secteur**

Les salariés des industries électriques et gazières sont au cœur de mon projet de transition énergétique. C'est sur eux et sur l'outil industriel existant que je veux m'appuyer pour bâtir le modèle énergétique de demain. Je veillerai donc naturellement à ce que les décisions prises en matière d'énergie le soient en concertation avec les salariés au travers de leurs représentants.